

Y a-t-il un Nouveau Visage au Génocide Canadien? Une Crise dans la Réponse au VIH

Par Ken Miller, Directeur général, Société canadienne du sida, et al.

Alors que le Canada observe la Journée mondiale du sida et amorce la Semaine de sensibilisation au sida chez les Autochtones, une vérité glaçante émerge : le pays connaît une recrudescence des taux d'acquisition du VIH, une crise exacerbée par l'inaction politique et les inégalités systémiques. En 2023 seulement, les taux d'acquisition du VIH ont augmenté de 35 %, un chiffre alarmant. Malgré la recherche, les initiatives et l'expertise communautaire nécessaires pour lutter contre cette épidémie, le manque de volonté politique et d'investissements dans le secteur a créé la tempête parfaite où tout ce qui ne devrait pas être fait est fait.

Un système en crise

L'épidémie de VIH au Canada est aggravée par la réduction des services de réduction des méfaits par certains gouvernements provinciaux. L'Ontario, la Saskatchewan et l'Alberta ont reculé sur des initiatives éprouvées qui réduisent la transmission du VIH. Les conséquences sont désastreuses, notamment pour les peuples autochtones, les communautés africaines, caribéennes et noires, ainsi que pour les femmes, qui ont longtemps été marginalisés par des messages de santé publique uniformes et inadaptés.

Les communautés autochtones, en particulier, sont surreprésentées dans les taux d'acquisition du VIH, des taux similaires à ceux observés dans des pays où le VIH est considéré comme endémique. Cette disparité met en lumière une négligence systémique, les politiques échouant à répondre aux besoins spécifiques des populations autochtones.

De plus, toutes les personnes vivant avec le VIH n'ont pas un accès adéquat aux médicaments. Quinze pour cent des personnes diagnostiquées ne sont pas reliées aux soins. Pendant ce temps, les gouvernements hésitent à adopter des propositions permettant aux organisations communautaires de mener une réponse efficace.

Opportunités manquées

Bien que des avancées comme la PrEP injectable à longue durée d'action et des traitements innovants contre le VIH offrent de l'espoir, elles restent largement inaccessibles au Canada. Ce décalage entre l'innovation et la mise en œuvre élargit encore davantage le fossé entre ceux qui ont besoin de soins et ceux qui y ont accès.

Au cœur de cette crise réside un échec à financer les efforts de plaidoyer. Ce dernier est essentiel pour responsabiliser les gouvernements et veiller à ce que les communautés

marginalisées ne soient pas laissées pour compte. Bien que le virage récent de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) vers l'équité en santé soit encourageant, sans financement soutenu, ces progrès risquent de stagner.

L'intersection de l'itinérance et du VIH représente une autre crise négligée. Au Manitoba, un rapport a révélé qu'entre 2018 et 2021, près de 48 % des femmes nouvellement diagnostiquées et un tiers des hommes étaient en situation d'itinérance. Pourtant, les personnes sans abri sont notablement absentes du Plan d'action national sur les ITSS et des données de surveillance nationales.

Un appel au leadership communautaire

La Semaine de sensibilisation au sida chez les Autochtones souligne l'urgence de solutions dirigées par les communautés. Ces initiatives permettent non seulement aux communautés de prendre en main leurs données, mais aussi de répondre rapidement aux défis émergents. Cependant, les pratiques fédérales actuelles retardent la publication des données de surveillance du VIH, laissant les programmes communautaires lutter contre des problèmes qui auraient pu être anticipés.

Breklyn Bertozzi, directeur général du Réseau canadien des personnes séropositives (CPPN), souligne l'importance de mettre les communautés au centre de la réponse : « Le leadership communautaire n'est pas seulement une nécessité, c'est une bouée de sauvetage. Les personnes vivant avec le VIH connaissent mieux que quiconque les réalités, les obstacles et les solutions. Pour progresser de manière significative, nous devons donner à ces voix les ressources et le financement nécessaires pour prendre les devants. »

Le coût humain

Derrière les statistiques se cache le coût humain de l'inaction. Pour chaque personne qui ne peut accéder aux soins ou aux traitements, il y a des répercussions sur les familles et les communautés. La criminalisation de la non-divulgation présumée du VIH ajoute une autre couche de préjudice, ciblant de manière disproportionnée les personnes racisées et renforçant la stigmatisation.

Janet Butler-McPhee, codirectrice générale du Réseau juridique VIH, a mis en évidence les torts causés par des lois désuètes qui ne suivent pas l'évolution des sciences : « Le Canada est un des pays au monde où la criminalisation du VIH est la plus élevée. Ces lois alimentent la stigmatisation, perpétuent la discrimination et nuisent de manière disproportionnée aux communautés marginalisées et racisées. Au lieu de protéger la santé publique, ces lois créent de la peur et découragent le dépistage et les traitements. Il est temps de remplacer la punition par la compassion et des politiques basées sur des données probantes. »

Il est temps d'agir

Le chemin à suivre est clair :

1. **Volonté politique et financement** : Les gouvernements doivent s'engager à financer de manière soutenue les initiatives de prévention, de traitement et de plaidoyer.
2. **Traitements accessibles** : Les traitements injectables à longue durée d'action et la PrEP doivent être largement accessibles.
3. **Messages inclusifs** : Les campagnes de santé doivent s'adresser à toutes les populations à risque, pas seulement à des groupes démographiques restreints.
4. **Engagement public** : Les Canadiens doivent reconnaître que le VIH ne se limite plus à certaines populations – les contacts hétérosexuels sont maintenant la principale catégorie d'exposition.
5. **Décriminalisation** : Le Canada doit cesser de criminaliser les personnes vivant avec le VIH ; une réforme juridique est nécessaire dès aujourd'hui.

Le Canada dispose des outils nécessaires pour mettre fin à l'épidémie de VIH. Ce qu'il lui faut maintenant, c'est le courage et l'engagement pour les utiliser.

Ken Miller est le directeur général de la Société canadienne du sida et milite pour les droits et le bien-être des personnes vivant avec le VIH à travers le Canada.